

## La Voix du Nord, vendredi 10 février 2006

par Dominique SERRA

### Santé : état des lieux préoccupant

On vit moins longtemps et on dépense moins pour se soigner dans la région qu'ailleurs. Pour réduire les inégalités, le conseil régional veut agir aux côtés de l'État.



### **Les hôpitaux du Nord - Pas-de-Calais reçoivent de l'État une dotation inférieure de 8 % à la moyenne française.**

Ph. archives

Philippe PAUCHET

LA journée a démarré par un traitement de choc. Une batterie d'indicateurs plus alarmants les uns que les autres pour souligner qu'au rayon «état de santé», la population du Nord- Pas-de-Calais détenait depuis longtemps la lanterne rouge.

Pour tenter de réduire cette inégalité, le conseil régional (comme les deux conseils généraux) a de longue date engagé des actions volontaristes. Faut-il poursuivre dans cette voie? Avec quels moyens et quelle méthode? La journée de débats organisée hier par les élus régionaux et les membres du conseil économique et social régional (CESR) a permis de dégager quelques pistes.

- Un état général peu réjouissant. – Olivier Lacoste, le directeur de l'Observatoire régional de la santé, l'a rappelé. La région Nord- Pas-de-Calais reste la dernière en France métropolitaine pour l'espérance de vie. Elle ne dépasse pas 72 ans et demi chez les hommes, 81 ans chez les femmes contre respectivement 76 et 83 ans en moyenne nationale. Un tiers des habitants de la région meurent avant 65 ans. On constate une surmortalité de 40 % pour les maladies cardio-vasculaires chez les hommes, et de 60 % chez les femmes. Pour les cancers, 17 000 nouveaux cas et 10 000 décès sont enregistrés chaque année.

Seuls domaines où les victimes sont, proportionnellement, moins nombreuses qu'ailleurs: les accidents de la route et le sida.

- Moins de moyens pour l'hôpital. – Malgré un état sanitaire défavorable, la dotation hospitalière attribuée par l'État au Nord- Pas-de-Calais est inférieure de 8 % à la moyenne française (777 € par habitant contre 848 € au niveau national).

La région vit, elle-même, une inégalité géographique : beaucoup de moyens sont concentrés autour de la métropole lilloise, le Pas-de-Calais réclame encore et toujours son CHR.

- Un secteur de 50 000 emplois. – Les budgets liés à la santé dans la région avoisinent six milliards d'euros soit 7,6 % du PIB régional. Les dépenses de santé des particuliers représentent 2 951 € par habitant et par an. Elles sont prises en charge à 92 % par la sécurité sociale et les mutuelles. Le secteur «pèse» 50 000 emplois directs sans compter ceux liés à l'administration, à l'intendance dans les hôpitaux, aux services à la personne...

- Des inégalités qui se creusent. – Entre les régions comme entre les catégories de population, les inégalités face à la santé se creusent. Partisan résolu des actions de prévention, Jean-Louis Salomez, professeur de santé publique, constate néanmoins que «une action de dépistage profite d'abord à ceux qui sont en meilleure santé». Il invite à «développer une logique d'équité dans tous les programmes».

Les retards régionaux s'expliquent par les inégalités sociales, les comportements, les conditions de travail (silicose, amiante...).

- Une pénurie de médecins à l'horizon. – Tandis que la population vieillit, la crainte d'une pénurie de médecins se profile. Les généralistes se font rares dans les zones rurales, il n'est pas rare d'attendre plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous chez certains spécialistes (ophtalmo, dermato...). Jean-Claude Wastermann, directeur régional des affaires sanitaires et sociales, s'interroge: «*Faut-il rester sur le principe de la libre installation des professionnels de santé?*»

Jacques Richir, conseiller régional et généraliste, témoigne: «*Nous travaillons à six médecins dans notre cabinet de groupe, nous avons fait appel à dix remplaçants formés à la fac de médecine de Lille, huit sont partis exercer dans d'autres régions.*»

Ils partent pour travailler moins... et gagner moins. Car Mohamed Abdelatif, président de l'union régionale des caisses d'assurance maladie, le souligne: les médecins gagnent en moyenne dans la région 30 % de plus qu'ailleurs car ils font beaucoup plus d'actes.

- Les pistes du SROS. – La nouvelle version du schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) se prépare. Jean-Marie Paulot, directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) en a livré quelques objectifs : une équipe mobile de soins palliatifs dans chaque établissement de plus de 400 lits, une unité de chimiothérapie par zone de proximité, un dispositif régional doté de quatre IRM la nuit au lieu d'un actuellement, une unité réservée aux adolescents par bassin de vie...